



Monnaie, économie : Un monde à l'envers ?

Pourquoi un dossier sur l'argent dans une revue qui traite d'agro-écologie ? D'abord parce que l'agro-écologie est un concept global qui, au delà d'une technique, place l'humain au coeur de ses préoccupations et l'économie à son service ; ensuite parce que dans un monde globalisé où tout est lié, il est nécessaire d'avoir une vue d'ensemble des phénomènes en jeu pour agir de façon pertinente ; enfin parce qu'il est temps que nos milieux qualifiés d'alternatifs « qui parlent d'humain plutôt que d'économie » prennent conscience de leur pouvoir et réinvestissent la sphère économique pour y faire germer d'autres valeurs et d'autres pratiques.

Par Pierre Mante, président de Terre & Humanisme

La monnaie fut créée à l'origine pour favoriser les échanges. Elle fut longtemps l'un des outils majeurs des politiques économiques des Etats. Comment est-elle devenue le domaine réservé de structures financières privées, qui semblent imposer leurs lois au monde ?

En 1973, la France comme de nombreux autres pays, a abandonné son pouvoir de création monétaire ; cette situation a été confortée par le traité de Maastricht qui interdit à la banque centrale européenne de financer les Etats, lesquels n'ont d'autre recours que de se financer auprès des banques privées .

1973, c'est aussi la fin de l'accord de Bretton Woods et le début des monnaies flottantes (voir encadré) ; à cette époque Moscou joue, selon une belle formule, le rôle d' "un régulateur de conscience" ; le démantèlement de l'empire soviétique permet à une pensée néolibérale décomplexée (Reagan et Thatcher) d'étendre... son empire sur une économie mondiale à la recherche éperdue de la croissance des 30 glorieuses !

Avec les accords du Gatt puis la création de l'OMC (en y adhérant, les Européens ont détruit trente ans de construction européenne), on entre dans une ère de libéralisation : libre circulation des capitaux, des biens et services, y compris les services sociaux.

Dans les faits, il s'agit d'une vaste entreprise de dérégulation... et la Banque mondiale et le Fond monétaire international qui devraient contribuer à réguler ce système, facteur d'instabilité, l'amplifient : elles imposent, en contre partie des prêts, des politiques « d'ajustement structurels » qui se traduisent par la privatisation des services publics et des coupes drastiques dans les budgets sociaux « non productifs ».⁽¹⁾

"Au fur et à mesure que le spectre économaniaque devient une réalité, la réalité devient un cauchemar."

Teddy Goldsmith

Fondateur de *The Ecologist*

A la bourse, le pouvoir des actionnaires institutionnels - parmi lesquels les puissants fonds de pension - est tel qu'ils soumettent les entreprises cotées à des injonctions de rentabilité exorbitantes (15% et plus).

Cela ne laisse aux équipes dirigeantes d'autre choix que de pressuriser leurs salariés et toute la chaîne de leurs fournisseurs au premier rang desquels les paysans... quand ils ne délocalisent pas.

C'est ce qui fait dire à certains (1) : *"Aujourd'hui ce sont les entreprises qui financent les actionnaires au lieu du contraire ».*

Dans cette logique, les entreprises ferment chez nous non pour faillite mais parce qu'elles ne correspondent plus aux critères de rentabilité dictés par les marchés .

A présent, tout est matière à spéculation : les monnaies, la bourse, les matières premières et en premier lieu les produits alimentaires : on anticipe et on amplifie les phénomènes avec les conséquences que l'on connaît sur les plus démunis.

On assiste même à un vaste mouvement spéculatif mondial sur les terres agricoles - particulièrement en Afrique ; bref, on fait de l'argent avec de l'argent et l'arrivée d'outils informatiques surpuissants, qui génèrent des ordres d'achat ou de vente au centième de seconde, a amplifié ces phénomènes puisque 97% des capitaux circulant dans le monde concernent l'économie virtuelle.

La finance est devenue si puissante qu'elle impose sa loi aux Etats ; et au vu des « réglementations » internationales, ce mouvement ne peut hélas que s'amplifier : partout, les dettes publiques enflent ; or **la contrepartie de la dette publique, c'est de la rente privée** : en 20 ans la fortune de 1% d'Américains les plus riches est passé de 20 à 50% de la richesse du pays !

Aujourd'hui, la dette de la France s'achemine gaillardement vers les 1600 milliards ; or, selon le calcul